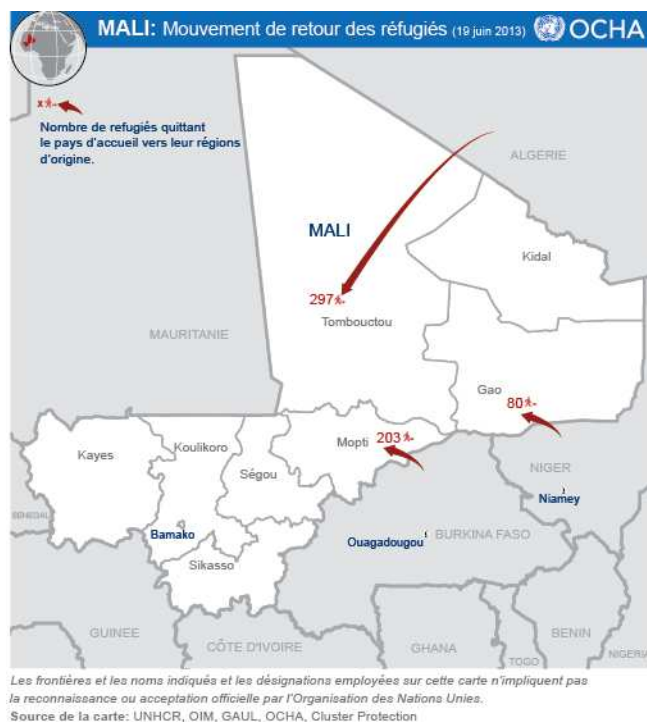




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il a été publié par OCHA-Mali et couvre la période du 22 juin au 05 juillet 2013. Le prochain rapport sera publié vers le 17 juillet 2013.

## Faits saillants

- La tendance accrue au retour des personnes déplacées internes (PDI)<sup>1</sup> observée depuis le mois de mai continue. Selon le HCR, 580 réfugiés maliens sont retournés au nord entre le 8 mai et le 16 juin. Les retours n'ont pas un caractère massif malgré l'augmentation du nombre.
- L'insuffisance des financements continue de limiter la capacité des acteurs humanitaires à fournir l'assistance alimentaire. Les besoins alimentaires figurent parmi les priorités identifiées à la suite des évaluations conduites récemment dans le nord et dans la région de Kayes. Au Mali, 1,4 million de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate.
- Malgré les efforts fournis par les autorités et les acteurs humanitaires, l'accès aux services sociaux de base telles que la santé et l'éducation reste un défi dans le nord.
- La crise au nord du Mali a causé le déplacement de 353 455 personnes à l'intérieur du pays selon le rapport publié par la Commission Mouvement de Populations le 20 juin. A ce jour, le HCR estime à 174 394 le nombre de réfugiés dans les pays voisins.
- Le montant de l'appel de fonds humanitaire (CAP) pour le Mali de 2013 est passé de 410 millions de dollars à 476 millions de dollars à la suite de la révision à mi-parcours. Cette revue à la hausse est due principalement à l'augmentation du nombre des personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire et en protection.



**1,4 million**  
Personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire immédiate  
(Cluster sécurité alimentaire juin)

**353 455**  
Personnes déplacées internes au 20 juin  
(Commission Mouvement de Population)

**174 394**  
Réfugiés maliens au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger au 4 juillet (UNHCR)

**\$ 476 millions**  
Fonds requis pour répondre aux besoins humanitaires au Mali en 2013  
Appel de fonds Consolidé (CAP) pour 2013

**29 pour cent**  
Financement reçu au 4 juillet  
Système de suivi financier (fts) d'OCHA

## Aperçu de la situation

La tendance à l'augmentation des retours des déplacés et des réfugiés se poursuit dans les régions du nord mais n'a pas atteint un niveau de retour massif. L'OIM à travers les points de suivi des mouvements de population a rapporté qu'au 30 mai, 31 384 personnes ont déclaré retourner dans leur région d'origine. Pour le mois de mai seulement, 8 970 personnes ont déclaré retourner vivre dans le nord. Selon le cluster protection, pour la période du 8 mai au 16 juin, entre 300 et 350 personnes par jour ont été comptées au niveau des points de suivi des

<sup>1</sup> Le nombre total de ces personnes n'est pas encore disponible.

+ Pour plus d'informations, consultez la section "Historique de la crise" à la fin de ce rapport.

mouvements de populations pour les mouvements du sud vers le nord contre 150 personnes pour les mouvements du nord vers le sud. Selon le HCR, 580 réfugiés sont retournés dans les régions de Tombouctou (297 réfugiés en provenance de l'Algérie), de Gao (80 venant du Niger) et de Mopti (203 du Burkina Faso) entre le 8 mai et le 16 juin. Le nombre de personnes déplacées à cause de la crise était estimé au 4 juillet à 527 384 personnes dont 352 455 à l'intérieur du pays et 174 394 dans les pays voisins.

La signature du Protocole d'Accord relatif au transfert des enfants associés aux forces ou groupes armés, le 1<sup>er</sup> juillet, entre le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et le Gouvernement malien, constitue une grande avancée dans les efforts pour le renforcement de la protection de l'enfance.

La reprise de certains services sociaux de base continue graduellement dans le nord mais l'assistance aux personnes vulnérables y compris les PDI, les retournés et les populations locales reste toujours très insuffisante dans les zones du nord où l'accès est limité. Dans le nord, 54 pourcent des écoles sont ré-ouvertes avec l'appui du cluster éducation dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal. Le redéploiement du personnel médical se poursuit avec le retour de 116 agents de santé<sup>2</sup> dans les régions de Tombouctou et de Gao.

Au niveau national 1,4 million de personnes continuent d'avoir besoin d'une assistance alimentaire immédiate. Dans le nord où vivent 40 pour cent de ces personnes, la situation pourrait passer à un niveau d'urgence alimentaire si la situation sécuritaire et le niveau de financement ne s'amélioraient pas. Les évaluations conduites en juin à Boni et Kayes révèlent un besoin urgent de renforcer l'assistance alimentaire. Depuis le début de l'année, les acteurs humanitaires ont assisté plus d'un demi-million de personnes touchées par l'insécurité alimentaire.

Le transfert d'autorité des forces de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet.

## Financement

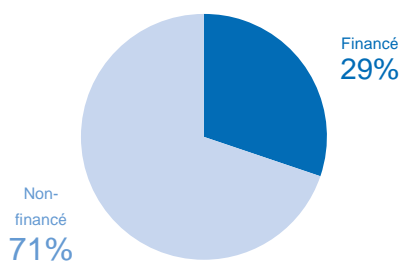
Au 4 juillet, le CAP pour le Mali a reçu environ 136 millions de dollars, soit 29 pour cent des 476 millions de dollars recherchés suite à la révision de l'appel. Au total, huit clusters sur neuf sont financés à moins de 50 pour cent et trois clusters à moins de 20 pour cent (cf. graph. financement par secteur ci-dessous).

Des financements estimés à environ 113 millions de dollars ont également été alloués à des activités humanitaires hors CAP.

Mali – Appel consolidé 2013

Financement par cluster (millions US\$)

US\$ 476 millions



	Financé	Non-financé	% Couvert
Sécurité alimentaire	169		35%
Nutrition	80		19%
Eau, hygiène et assainissement	62		10%
Santé	35		32%
Protection	70		23%
Abris et biens non-alimentaires	18		25%
Education	22		11%
Télécommunication d'urgence	10		42%
Logistique	8		53%
Services communs et coordination	10		42%

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à [fts@un.org](mailto:fts@un.org)

<sup>2</sup> En 2011, il y avait 277 agents à Tombouctou et 362 agents à Gao selon le cluster santé.

# Réponse humanitaire



## Sécurité alimentaire

### Besoins :

- Le cluster estime que l'insécurité alimentaire affecte 3,5 millions de personnes dont 1,4 million ayant un besoin d'assistance alimentaire immédiat durant cette période de soudure.
- Selon les résultats de deux enquêtes inter agences conduites à Boni (région de Mopti) et dans la région de Kayes, plusieurs ménages retournés ont besoin d'une assistance alimentaire et d'un appui en intrants pour la relance de leurs activités agricoles et pastorales.
- Le plan de l'EFSA pour le sud du pays est finalisé et sera mis en œuvre par des équipes conjointes composées de représentants du Gouvernement, de cinq ONG et de deux agences de l'ONU. Les évaluations vont démarrer très prochainement.
- Le PAM a achevé la formation des formateurs pour ses partenaires opérationnels à Kidal dans le cadre de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA). La collecte de données pour l'EFSA a été effectuée à Niafunké et Goundam (Tombouctou) ainsi qu'à Ténenkou et Youwarou (Mopti). Les résultats seront publiés quand les évaluations seront finalisées dans toutes les zones ciblées.
- La FAO a appuyé deux missions d'évaluation de l'ONG Vétérinaires Sans Frontière dans la région de Mopti. Ces missions ont permis d'identifier 800 ménages d'éleveurs vulnérables dans 13 communes de Mopti.

**1,4 million**

De personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate.

### Réponse :

- Les distributions des vivres du PAM pour le mois de juillet 2013 sont en cours. Le PAM continue de recevoir les rapports des distributions effectuées en juin qui ciblaient 520 000 bénéficiaires.
- Dans les localités de Mopti et de Djenné, l'ONG Planète Urgence, sous financement de la Commission Interministérielle Aide Alimentaire, a procédé à la distribution de 150 kits d'urgence alimentaire<sup>3</sup> à 150 ménages de PDI pour couvrir leurs besoins alimentaires pendant deux mois, 20 tonnes de semence de riz à 250 ménages et 176 kits maraichers pour 176 ménages.
- Le 28 juin, le PAM a démarré le programme de transfert d'argent inconditionnel à Bamako ciblant 28 600 personnes.

### Besoins non-couverts et contraintes :

- Dans la région de Tombouctou, l'activité agricole au niveau des villages est limitée par les difficultés d'accès au carburant, aux intrants agricoles et aux crédits.
- L'insuffisance des financements reste une contrainte.



## Nutrition

### Besoins :

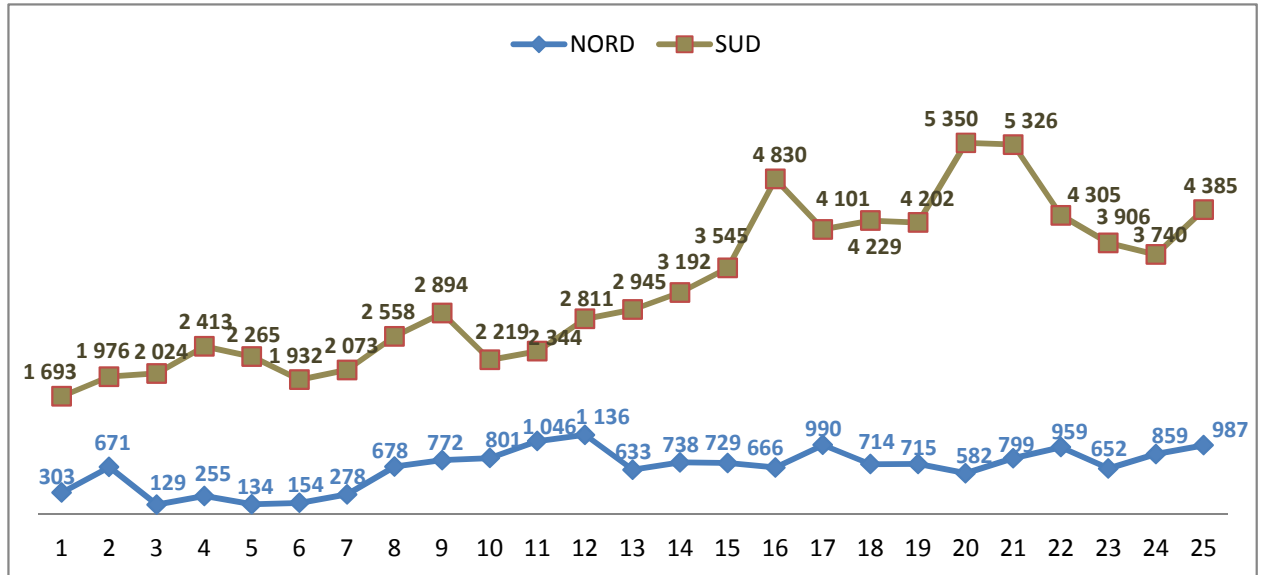
- Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART 2012, environ 210 000 enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 450 000 autres de malnutrition aiguë modérée (MAM) en 2013.
- Le rapport final de l'enquête nutritionnelle SMART menée dans les quatre districts sanitaires de la région de Gao est en cours de validation et sera publié dans les prochains jours. Une enquête nutritionnelle SMART est planifiée au mois de juillet (début de la période de soudure) dans les régions du sud, les enquêteurs sont actuellement en formation.

<sup>3</sup> 30 tonnes de riz, 150 litres d'huile, 1,5 tonne de sucre, 1,5 tonne de sel et 450 moustiquaires.

**Réponse :**

- Entre le 1er janvier et le 16 juin, 97 638 enfants de moins de 5 ans ont été admis en unité de réhabilitation nutritionnelle (UREN) au niveau national (régions du sud 81 258 et régions du nord 16 380).

**97 638**  
Enfants admis en  
UREN depuis le début  
de l'année



- Une mission du cluster a eu lieu à Mopti du 17 au 22 juin en vue de participer à la 1ère réunion du sous-cluster nutrition de la région. La réunion a permis la réactualisation de la cartographie des acteurs dans la région ainsi que des discussions techniques sur les formats de rapportage hebdomadaire et mensuel mis en place au niveau national.

**Besoins non-couverts et contraintes :**

- En raison de l'insuffisance des financements, seuls 45 pour cent des structures sanitaires reçoivent un soutien des partenaires opérationnels; ce qui ne permet pas d'assurer le passage à l'échelle des activités nutritionnelles.
- Les besoins financiers établis dans le CAP 2013 ont été revus à la hausse, passant de 73,7 millions de dollars à 80,7 millions de dollars. Le niveau de financement reste faible avec 14,8 millions de dollars reçus, soit 19 pour cent des besoins initiaux.

**Eau, hygiène et assainissement (EHA)****Besoins :**

- Dans le nord, la réhabilitation de 290 pompes à main en panne, de 462 puits non fonctionnels et de 21 réseaux d'eau non fonctionnels nécessitent des réparations. La situation devient plus urgente avec le début de la saison des pluies et les risques d'inondation très élevés dans toutes les communes à proximité du fleuve.
- Les conditions en EHA dans les 124 centres de santé où il y a une absence de partenaires en EHA et le manque de kits d'EHA sont préoccupants. Fournir une assistance aux centres de santé communautaires (CSCOM) dans les zones à risque de choléra, reste une priorité pour le cluster EHA. Il est nécessaire d'assurer un minimum de service EHA dans 72 centres de santé dans le nord classés à «extrême» risque de choléra et 52 centres de santé classés à risque élevé de choléra.
- Aucun nouveau cas de choléra n'a été signalé à Gao et Ansongo depuis le 21 mai dernier, mais il reste important de fournir une assistance de prévention dans les zones à risque.

**Réponse :**

- En réponse à l'épidémie de choléra à Ansongo, 5 790 kits d'hygiène ont été distribués dans la zone touchée par le choléra à ce jour. L'UNICEF continue à fournir des kits d'hygiène et d'autres matériels à IRC, ACF et Solidarités pour distribution dans la région de Gao.

- Les membres du cluster mènent activement des activités de prévention du choléra: la diffusion de messages de sensibilisation, la formation des dirigeants communautaires, la chloration des systèmes d'eau et la distribution de produits de traitement d'eau. Un plan de communication national a été élaboré par le ministère de la Santé avec l'appui de l'UNICEF dont dix messages essentiels pour la prévention du choléra pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 2013.
- Les pénuries d'eau dans la ville de Gao se sont améliorées avec l'arrivée d'une équipe de techniciens de la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP) et le remplacement de deux pompes à eau non fonctionnelles. Cinq autres pompes sont en cours de réhabilitation et le financement pour le carburant et l'entretien ont été fournis par le Gouvernement des Pays-Bas. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour réparer les dommages causés par des branchements illégaux, la réparation des ouvrages de traitement d'eau, et le renforcement de l'approvisionnement en électricité de sorte que les pompes continuent à fonctionner.
- Grâce à un financement du Gouvernement du Japon, l'OIM a réhabilité 12 points d'eau et procède à la distribution de kits d'hygiène dans la région de Mopti.
- L'ONG Solidarités met en œuvre des projets en EHA et nutrition dans quatre écoles de la région de Kidal. Des citernes d'eau et des kits sont distribués aux 1 000 familles qui accueillent des personnes déplacées à Talandhak (région de Kidal). A Tombouctou, l'ONG Solidarités, en collaboration avec ALIMA et Médecins Sans Frontières, travaille dans 26 CSCOM dans le domaine de l'EHA et offre le service minimum dans le secteur.
- Action Contre la Faim travaille à Bamako dans les communes IV et VI avec des projets EHA et Nutrition. Dans la ville de Gao, ACF a distribué 3 000 kits d'hygiène et réhabilité neuf points d'eau.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- Le financement continue à être le plus grand défi pour le cluster EHA. Ce cluster est le moins financé avec seulement 6,3 millions de dollars soit 11,6 pour cent de la requête révisée.



#### Santé

#### Besoins :

- La précarité des conditions d'hygiène et d'assainissement et les difficultés d'accès à l'eau potable augmentent le risque d'épidémie de choléra dans les régions de Gao et Tombouctou.
- Le retour du personnel de santé se poursuit dans les régions du nord mais reste encore insuffisant.
- Aucun cas de rougeole n'a été enregistré dans les régions du nord entre le 10 et le 23 juin; cependant l'analyse du risque faite par l'OMS avait identifié 26 districts à risque y compris ceux de Bamako.
- Le cas de ver de Guinée (maladie en voie d'éradication) identifié à Etambar (district sanitaire de Kidal) montre la nécessité de relancer ce programme.

#### Réponse :

- L'OMS, en collaboration avec les partenaires du cluster santé, appuie la réalisation d'une campagne de vaccination dans les régions de Tombouctou et de Gao, prévue du 05 au 11 juillet 2013. Cette campagne vise le renforcement de l'immunité de la population contre 10 maladies cibles du programme élargi de vaccination (PEV) et de la résistance devant la maladie. Tous les antigènes du PEV plus la Vitamine A et l'Albendazole seront administrés. Au total, 616 477 enfants de moins de 5 ans sont ciblés.
- L'UNICEF, en collaboration avec les partenaires du cluster santé, appuie la riposte vaccinale contre la rougeole dans les six communes de Bamako grâce à un financement du Canada. L'UNICEF a acheté 270 000 flacons de vaccins (2,7 millions doses) contre la rougeole attendues en juillet.
- L'OMS a facilité le retour de 116 agents de santé qui sont déjà dans les régions de Gao et Tombouctou avec un financement de la Finlande.
- S'agissant du ver de Guinée, l'investigation a été menée par l'équipe humanitaire de l'ordre des médecins en mission dans la région et le déploiement de points focaux ver de Guinée dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insuffisance des ressources pour le financement du plan de relance des activités de santé dans le nord reste un défi.



### Besoins :

- Le cluster protection a rapporté une augmentation des cas de violences basées sur le genre (VGB) à Gao et à Mopti.
- Environ 50 pour cent des personnes déplacées sont sans pièces d'identité.
- Selon le cluster protection, il y a des risques de troubles qui pourraient découler des tensions intercommunautaires rapportées dans certaines zones de retour à Gao. Les résultats de l'évaluation rapide de la protection indiquent que 42 pour cent des personnes interrogées dans les zones de retour potentiel à Gao ont déclaré qu'il existe des tensions inter et intra-communautaires.
- Un mécanisme de surveillance et de rapportage sur les six violations graves des droits de l'enfant doit être mis en place suite au rapport annuel de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés publié le 12 juin dernier.

### Réponse :

- L'OIM, en collaboration avec ACTED et NRC, mène une cartographie opérationnelle des services de protection disponibles à Bamako pour faciliter les référencement d'urgence.
- L'OIM a mené des activités de protection de l'enfance (identification, vérification et référencement) à Bamako en coopération avec l'UNICEF et le sous cluster Protection de l'enfance. Une évaluation rapide est en cours à Bamako et Tombouctou sur les questions psychosociales.
- Il y a eu un certain nombre de renvois de cas de VGB à une clinique juridique à Mopti, mais ce type d'activités est en encore très limité.
- Le cluster protection mène un plaidoyer auprès des autorités locales du nord afin de faciliter la fourniture de cartes d'identité aux personnes retournées.
- L'UNFPA a conduit une formation de formateurs sur la Protection de la femme dans les conflits armés au profit de 20 soldats de la MISMA à Gao le 25 juin.
- Le Protocole d'Accord relatif au transfert des enfants associés aux forces ou groupes armés a été signé le 1<sup>er</sup> juillet entre le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et le Gouvernement malien pour assurer le transfert systématique des enfants associés aux forces ou groupes armés à l'UNICEF et la Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille (DNPEF).

### Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insuffisance des ressources continue de limiter les activités du cluster protection.
- La faiblesse du système de référence pour les victimes de VGB est une préoccupation.
- Le manque de capacités pour répondre aux questions de cohésion sociale persiste.
- La collecte systématique d'informations relatives à la situation de protection de l'enfance et à la violation des droits des enfants constitue un défi à relever.



### Besoins :

- La réouverture des écoles se poursuit à Gao, Tombouctou et Kidal, avec 581 écoles primaires fonctionnelles sur un total de 1 079 soit environ 54 pour cent. Ces écoles accueillent 113 120 élèves et 2 619 enseignants. Fournir du matériel d'enseignement et d'apprentissage et donner des formations adaptées aux enseignants dans les situations d'urgence, restent des priorités essentielles pour les écoles touchées par le conflit dans le nord.
- Renforcer les capacités techniques des autorités éducatives nationales et les communautés affectées afin de répondre adéquatement aux besoins éducatifs des élèves et des enseignants dans le contexte de la crise humanitaire complexe du Mali demeure une priorité pour le cluster éducation. Le cluster met tout en œuvre pour s'assurer que les mécanismes de réponse à court terme sont suffisamment interconnectés avec la résilience.

### Réponse :

- A ce jour, les membres du cluster éducation ont distribué au niveau national des kits scolaires à 103 254 enfants affectés par la crise au titre de l'année scolaire 2012-2013 .
- Plan-Mali a distribué du matériel d'apprentissage à 5 390 élèves dans 26 écoles de la région de Gao. En outre, Unicef a distribué du matériel d'enseignement et

**103 254**

Enfants ont reçu des kits scolaires

d'apprentissage à 11 609 élèves et 220 enseignants dans 68 écoles dans la région de Ségou. Save the Children a formé 176 enseignants dans la pédagogie des grands groupes et les cours de remédiation ainsi que 166 membres des comités scolaires dans les régions de Kayes, Sikasso et Mopti.

- Afin de renforcer les capacités des partenaires nationaux en matière d'éducation d'urgence, Save the Children a formé 25 autorités éducatives régionales et cinq ONG nationales sur l'éducation en situation d'urgence, la planification et la coordination.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- L'accès difficile des partenaires à Kidal, limite la capacité d'évaluer et de répondre aux besoins de la région.
- Le manque de financement dans le cadre de l'appel humanitaire, limite la capacité du cluster à mener une réponse efficace.



### Télécommunications d'urgence (ETC)

#### Réponse :

- Le cluster ETC continue d'appuyer la communauté humanitaire à Bamako, Mopti et bientôt à Tombouctou.
- Trois antennes, trois répéteurs et des panneaux solaires sont arrivés à Tombouctou le 24 juin 2013. Le reste de l'équipement ETC est en route, et l'installation démarrera dès qu'il sera réceptionné par les quatre membres du personnel ETC actuellement présents à Tombouctou.
- Deux nouveaux opérateurs radio ont été identifiés à Mopti. Le déploiement aura lieu dès que leur contrat sera formalisé.



### Logistique

#### Réponse :

- Le cluster logistique est en train de renforcer sa participation dans la coordination civil-militaire. Une réunion de coordination a eu lieu le 19 juin 2013 entre le cluster logistique, UNHAS (Service Aérien Humanitaire des Nations Unies) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).
- Les entrepôts du PAM à Mopti sont désormais opérationnels, et une unité de stockage mobile qui permettra à la communauté humanitaire d'entreposer temporairement des articles non alimentaires, sera installée la semaine prochaine.
- UNHAS a transporté plus de 1 200 passagers et 9,5 tonnes de cargo humanitaire en juin; ces réalisations ont été possibles grâce à l'utilisation du second avion. Le premier vol d'UNHAS à Kidal a eu lieu dans le but d'effectuer une évaluation de sécurité de la piste d'atterrissage.

## Coordination générale

- Le document de la revue à mi-parcours du CAP a été finalisé et envoyé au siège d'OCHA à Genève. Le CAP révisé sera lancé au niveau global en mi-juillet. Le montant de l'appel pour le Mali est passé de 410 millions de dollars à 476 millions de dollars suite à la révision.
- Suite à un incident de non prise en compte d'une urgence médicale, à Gao, du fait du couvre-feu, des procédures d'opération standard ont été établies sous l'instigation de l'Unité de la Coordination Civilo-militaire d'OCHA. L'adoption de ces procédures, applicable sur toute l'étendue du territoire, facilite la prise en charge des urgences humanitaires durant les heures du couvre-feu.

### Informations de base

En janvier 2012, une rébellion a éclaté dans le nord du Mali, menée par un mouvement séparatiste touareg, le MNLA - Mouvement National de Libération de l'Azawad. Mouvement non religieux, le MNLA s'est associé à plusieurs groupes armés islamistes. Leurs succès initiaux ont conduit à un coup d'Etat militaire à Bamako le 22 mars. Profitant de l'incertitude politique à Bamako, la rébellion s'est emparée en quelques jours des trois régions du nord -Kidal, Gao et Tombouctou- et d'une partie des régions centrales de Mopti et Ségou. Le MNLA a ensuite annoncé la fin des combats et proclamé «l'indépendance de l'Azawad», rejetée par la communauté internationale. Le pays s'est trouvé *de facto* coupé en deux. La situation est restée calme sur la «ligne de front» jusqu'à la fin de 2012, tandis que MNLA perdait du terrain face aux autres groupes armés, qui professent moins d'intérêt pour l'indépendance du Nord que pour l'imposition de la loi islamique à l'ensemble du pays. La CEDEAO a décidé de mettre en place une force africaine (la MISMA) pour aider les autorités maliennes à rétablir l'intégrité territoriale du pays. Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une telle force.

Avant l'arrivée de la MISMA, les groupes rebelles ont lancé une offensive vers le sud le 9 janvier 2013, amenant le Gouvernement malien à demander l'aide militaire immédiate de la France. Les forces françaises ont alors mené des frappes aériennes et des opérations terrestres avec l'armée malienne, les contingents de la MISMA et des forces tchadiennes. Le MNLA a soutenu l'intervention française mais s'oppose à la venue des forces maliennes dans le nord avant un accord politique. Le 18 juin 2013, le Gouvernement du Mali, le MNLA et le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad ont signé un accord préliminaire au Burkina Faso. Cet accord prévoit un cessez-le-feu, un retour de l'armée malienne à Kidal et un cantonnement des combattants touareg sur des sites de regroupement.

Le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé de créer une opération de maintien de la paix, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui pourra compter jusqu'à 11 400 militaires et 1 440 policiers ainsi qu'une composante civile. La MINUSMA a pour mandat notamment de *stabiliser les principales* agglomérations, de contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays et à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national et le processus électoral, et de promouvoir et protéger les droits de l'homme. Elle doit aussi soutenir l'action humanitaire en contribuant à mettre en place les conditions de sécurité indispensables à l'acheminement sûr de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes humanitaires, et au retour librement consenti des déplacés et des réfugiés, en coordination étroite avec les acteurs humanitaires. Le transfert d'autorité des forces de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a eu lieu le 1er juillet à Bamako, marquant ainsi le lancement officiel des opérations des Casques bleus au Mali.

Au-delà de l'urgence humanitaire causée par le conflit, le Mali reste touché par la crise alimentaire et nutritionnelle qui affecte tout le Sahel et qui a affaibli la résilience de millions de personnes à travers la région. Malgré une bonne récolte en 2012, des millions de personnes continuent à souffrir d'insécurité alimentaire, de malnutrition et d'un manque chronique de moyens d'existence. Le conflit malien et l'insécurité qu'il provoque, surtout dans le nord du pays, a encore accru les besoins humanitaires, et rendu plus difficile l'accès humanitaire aux populations dans le besoin.

### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Fernando Arroyo, Chef du Bureau**, OCHA Mali, Courriel: [arroyof@un.org](mailto:arroyof@un.org), Tél: +223 7599 3204

**Katy Thiam**, Chargée de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org), Tél: +223 7599 3497

**Ulrike Dassler**, Chargée de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: [dassler@un.org](mailto:dassler@un.org), Tél: +223 7599 4004

**Diakaridia Dembélé**, Chargé de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: [dembele@un.org](mailto:dembele@un.org), Tél: + 223 75 99 55 81

**Quentin Levet**, Chargé d'affaires humanitaires, OCHA NY, Courriel: [levet@un.org](mailto:levet@un.org) Tél: +1 646 266 4410

Pour davantage d'informations, veuillez consulter:

<http://mali.humanitarianresponse.info> ou [www.unocha.org/mali](http://www.unocha.org/mali).

Pour être ajouté(e) à la liste de diffusion ou en être retiré(e), merci de nous contacter par courriel à [ochamali@un.org](mailto:ochamali@un.org)